**Jeunes et travail dans le monde entre projets et incertitudes**

**Gian Cesare Romagnoli**

Université Rome 3, Président National de l'AIDU

Je remercie le SIESC et l’UCIIM de m’avoir invité à cette table ronde et je saisis cette opportunité pour vous dire bien des choses de la part de l’AIDU, l’Association des Enseignants Universitaires Italiens, que j’ai l’honneur de présider, et aussi de Luciano Corradini qui aurait beaucoup aimé être avec nous aujourd’hui.

Je vais diviser le thème qu’on m’a confié en trois parties : **1**. Les incertitudes et les droits des jeunes dans le monde globalisé ; **2**. Le changement survenu dans le partage international du travail, qui a opposé la régionalisation planétaire à la globalisation ; **3**. Les projets pour faire face aux incertitudes et aux peurs des jeunes : un nouvel humanisme et l’école pour une société nouvelle.

 L’ONU a récemment conclu que les projets en voie de réalisation ont peu de chances de succès.

**1 Les incertitudes sur les opportunités de travail et les droits des jeunes dans le monde globalisé**

La population mondiale compte 7,3 milliards de personnes. À la fin du XIX° siècle, elle en comptait 1 milliard, en 1950 environ 2,5 milliards, presque 6 milliards en 2000 et maintenant elle va atteindre 9 milliards en 2050. Actuellement, 19% habitent les pays riches de l’OCDE, 30% se trouvent dans les pays émergents : Brésil, Russie, Indes, Chine, Afrique du sud (les BRICS) ; 41% dans les pays en voie de développement (les PVD) ; 60% de la population est en Asie. Dans les 40 prochaines années, les Indiens augmenteront de 1 jusqu’à 2 milliards. Les 700 millions qui habitent l’Afrique subsaharienne doubleront dans 30 ans.

La population mondiale présente de fortes inégalités économiques. 33% gagnent 66% du revenu et 8% possèdent 82% de la richesse mondiale. Cependant le fait le plus inquiétant est que, pendant les 20 dernières années (celles de la globalisation des marchés), la tendance à l’inégalité a grandi. C’est pourquoi, à côté des pays riches du Nord et de l’Ouest (le *premier monde* formé des pays démocratiques, capitalistes, industrialisés et économiquement avancés), un bloc de pays fondamentalement alignés aux Etats Unis, il y a un *deuxième monde* des pays de l’Europe Orientale, moins démocratiques, industrialisés mais économiquement moins doués, auquel s'adjoignent un *troisième monde,* celui des pays émergents, et encore moins démocratique un *quatrième monde* habité par des populations locales indigènes, les pauvres d’Afrique, de l’Amérique Latine et d’Asie.

La pression sur les ressources naturelles de la planète est en train de devenir rapidement dramatique et elle annonce que, pour le milieu naturel, il est insoutenable que des modèles de consommation des pays émergents se conforment de manière croissante à ceux des pays du *premier* et du *second monde*. En effet la croissance économique de la Chine a réduit de moitié la pauvreté mondiale. D’où l’actualité de l’encyclique verte du Pape Bergoglio, *Laudato si.* Mais la pauvreté et surtout l’indifférence des pays riches qui l’entourent sont le terrain des grandes questions que les jeunes affrontent ; elles nous montrent clairement qu’on ne peut éviter la contradiction entre croissance et développement soutenable, que grâce à une nouvelle distribution du revenu et de la richesse.

La population mondiale entre 0 et 25 ans constitue 48% de la population totale. Par contre les jeunes (10 – 24 ans), qui sont aujourd’hui 1,8 milliards (jamais si nombreux dans l’histoire), correspondent à un tiers de la population mondiale. 90% de ces jeunes vivent dans les PVD et affrontent de grands obstacles pour affirmer leur droit à l’instruction, au travail, à la santé, à la sécurité. 515 millions d’entre eux vivent avec moins de 2 dollars par jour et cela explique pourquoi, au-delà de la recherche d’asile politique, c’est la pauvreté qui est la motivation la plus forte des migrations de masse. En plus, ces jeunes vont vivre dans un monde où l'on débat du changement du climat et de la réalisation des droits des femmes qui va de la santé à l’instruction, de la sécurité du travail à l’égalité des genres dans les domaines de la dignité et de la participation.

Parmi ces jeunes, 74 millions sont au chômage et 57 millions ne sont pas scolarisés. Ce n’est pas seulement le taux de chômage qui est à tirer au clair, mais également l'état critique du marché du travail des jeunes ; même ceux qu'on appelle les *NEET (Not in employment, education and training),* c’est-à-dire ceux qui n’étudient pas et qui ne travaillent pas non plus, représentent des ressources potentielles qui ne trouvent une occupation efficace ni dans l’étude, ni dans le monde professionnel. Dans les pays de l’OCDE, ils sont un exemple massif de la « théorie du travailleur découragé ». C’est là l’une des raisons les plus importantes du malaise des jeunes. Elle manifeste combien le travail est nécessaire pour donner un sens à la vie, même s’il est accompagné parfois d’exploitations de la main-d'oeuvre.

La situation des jeunes dans le marché du travail est l’un des sujets les plus discutés dans le débat politique et économique, et elle l’est encore plus depuis le début de la crise économique et financière commencée en 2008 ; en effet l’hypothèse est que l’impact de la crise a été plus importante pour les nouvelles générations qui représentent les *outsiders* dans le marché du travail, par rapport aux générations moins récentes qui y représentent les *insiders*. Pour les nouvelles générations qui apparaissent sur le marché du travail on a forgé des appellatifs significatifs que M. Balsamo a déjà partiellement rappelés, comme *«*génération sacrifiée *», «* génération zéro », «génération 1000 euro», etc. En novembre 2013, le Financial Times a utilisé l’expression *lost generation* à cause de la réduction des salaires d’entrée des jeunes anglais. Un livre récent de Robert Putnam intitulé *« Our kids. The American Dream in Crisis »* est consacréà la rupture du pacte social générationnel sur l’égalité des opportunités, même dans le pays le plus avancé économiquement.

La globalisation des marchés suit la globalisation catastrophique du risque atomique et environnemental, et elle précède la globalisation politique qui peut mener à la fin mondiale des Etats-nations. Elle détermine le cadre de référence de notre sujet dans un contexte de redistributions perverses du revenu et de la richesse qui concernent des aires planétaires, des Etats et des collectivités locales. Les projets des jeunes touchent soit à leur réalisation existentielle, influencée par les tensions entre identité et processus d’intégration, soit à leur réalisation professionnelle liée d’une façon croissante aux processus d’internationalisation économique. La conscience des avantages et des désavantages accompagnant ces deux processus est très importante pour affronter l’incertitude de l'aboutissement des choix personnels des jeunes dans leur période de formation. La connaissance des opportunités liées à des parcours de vie différents peut contribuer à éviter des phénomènes régressifs qui viennent de se manifester dans beaucoup de pays, à cause de formes de désadaptation et de découragement qui peuvent justement donner lieu aux coûts pécuniaires et non pécuniaires des migrations ou à l’augmentation des *NEET.*

L’incertitude et les risques associés aux choix de vocation différents : désadaptation, découragement, pauvreté sont des questions importantes pour les jeunes d’aujourd’hui, mais ces alternatives ne sont ouvertes que pour les jeunes du premier et du second monde et donc elles sont considérables pour eux seulement. Ceux qui appartiennent au troisième et au quatrième monde sont souvent privés même du choix entre des projets de famille et de travail, entre formation, travail et temps libre. Bref, les jeunes des différentes aires planétaires se mesurent à des situations absolument différentes, conformes à des degrés de développement déterminés par la division internationale du travail. Cette réalité de l’inégalité demande l’engagement non seulement des institutions internationales, mais aussi de chacun des pays avancés et elle devrait être surtout corrigée pas une disponibilité au dialogue et par un effort commun à travers des réformes institutionnelles de dimension mondiale, liées d’ailleurs à une anthropologie différente de celle qui l’a laissée irrésolue jusqu’à présent. Sinon, l’instruction et la formation (école, recherche de l’excellence), la gouvernancedes entreprises et du secteur financier, la réforme de l’administration publique ne pourront pas atteindre, surtout dans les *PVD,* l’objectif de réduire l’incertitude et les peurs des jeunes.

***2 – La division internationale du travail et la régionalisation planétaire***

Le partage international actuel du travail dans le monde globalisé donne lieu à des déséquilibres entre la demande et l’offre de travail et au *mismatch* (ndlr : décalage*)* entre les capacités de travail offertes et celles qui sont demandées, déséquilibres qui se développent d’une façon différente selon le milieu et la technologie des pays. Cette situation est aggravée par le «*brain drain»* (ndlr : exode des cerveaux)des pays pauvres et par le *« brain gain »* (ndlr : gain des cerveaux) des pays riches. En effet l’internationalisation des économies qui a beaucoup progressé pendant le deuxième après-guerre, a donné lieu non seulement à des bénéfices consistants, statiques et dynamiques de la spécialisation productive – dont on parle beaucoup dans les manuels d’économie internationale – ; mais elle a aussi donné lieu à des désavantages en miroir, tels que la dépendance productive et technologique, le *capital reversal* (ndlr : inversion des flux de capitaux*),* expérimenté par les Tigres asiatiques dans les années quatre-vingt-dix, la diversification culturelle déjà citée et, souvent, la dépendance politique, de laquelle – à tort – on parle très peu. Tandis que les avantages de l’internationalisation des échanges l’emportent dans les périodes de détente internationale, les désavantages atteignent particulièrement les pays dépendants pendant les périodes de tension.

Le monde a changé surtout dans les vingt dernières années de globalisation des marchés, favorisée par l’internationalisation des échanges et par la technologie, en donnant lieu à une forte réduction de l’efficacité des politiques intérieures de chaque pays. Premièrement il faut remarquer que les pays qui se sont industrialisés pendant les deux derniers siècles, en suivant des systèmes et des modalités qu’on tend à effacer de la mémoire à cause de la souffrance provoquée aux populations dans ces siècles-là, ont interdit aux *PVD,* à travers l’action des institutions internationales, la possibilité de parcourir la même voie pour rejoindre les mêmes objectifs, au nom des obligations ambiantes et des standards productifs. Ces interdictions ont moins d’importance dans les BRICS à cause du pouvoir contractuel qu’ils ont acquis dans leur croissance rapide. A partir du deuxième après-guerre on distingue les manœuvres de politique *politically correct* de celles qui ne le sont plus. Cela signifie qu’il y a des politiques comme les politiques commerciales traditionnelles, et en partie les politiques industrielles, qu’on ne peut plus utiliser au nom du «libre échange» ; celui-ci d’ailleurs permet la prolifération d’entreprises multinationales et l’adoption de mesures protectionnistes plus sophistiquées que les mesures traditionnelles (standards productifs et ambiants, certifications d’origine, pourcentages intérieurs de valeur ajoutée) naturellement en faveur des pays riches qui les proposent. Les crises pétrolières des années soixante-dix et la hausse des taux d’intérêt internationaux qui ont accompagné la revalorisation du dollar dans les années quatre-vingts, ont donné lieu au problème dramatique de la dette internationale des *PVD.* Par conséquent ces pays ont dû adopter, au contraire des BRICS, des modèles de développement du type *export-led* (ndlr : tiré par l'exportation)*,* qui ne permettent pas d’acquérir une autonomie productive pas même dans les secteurs considérés stratégiques. Cela perpétue leur condition de dépendance. Ils n’ont pas pu suivre non plus des modèles de développement du type *import-substitution* (ndlr : substitution à l'importation)*,* qui les auraientaffranchis de cette dépendance, même si c'était graduellement. Ces choix obligatoires se reflètent bien sûr sur la division internationale du travail qui prévoit la prédominance du travail qualifié dans les pays avancés et du travail non-qualifié dans les pays pauvres indépendamment de la distribution des talents naturels, qu’on suppose uniforme. Enfin, la globalisation ne ménage même pas tous les pays avancés : en effet la force des marchés financières internationaux peut conditionner les politiques intérieures des pays endettés jusqu’à leur hétéro-direction (ndlr : direction par l'étranger) complète. Celle-ci peut les obliger, par exemple, à abandonner des politiques de *welfare* et à adopter des politiques de *dumping* social.

De leur côté, les institutions politiques et économiques internationales (ONU, FAO, FMI, BM) n’ont pas été à la hauteur des objectifs inscrits dans leurs statuts et maintenant la Chine est en train d’en créer des substituts. C’est pourquoi *« the world is not becoming flat » (*ndlr : le monde n'est pas en train de devenir plat),comme le dit Thomas Friedman, d’une manière non convaincante. Le *« digital divide »* (ndlr : la fracture numérique*)*, les raisons d’échange, les crises sont en train de créer des chaînes de montagnes plutôt que des plaines planétaires. Cela rend difficile même d'atténuer, sinon de surmonter, la polarisation intérieure et extérieure de la distribution du revenu et de la richesse accentuée par la globalisation. Cette conscience a poussé le monde à se régionaliser, c’est-à-dire à se grouper dans des aires commerciales et monétaires qui permettent de défendre les populations contre des résultats pervers de cette globalisation qui pénalise surtout les jeunes gens des pays pauvres. L’Union Européenne a été le modèle à suivre dans ce processus qui s’est diffusé dans le monde entier (NAFTA, Accord de libre-échange nord-américain ; MERCOSUR, Marché commun de l'Amérique du Sud ; APEC, Coopération économique pour l'Asie-Pacifique ; ASEAN, Association des nations de l'Asie du Sud-Est ; MENA COUNTRIES, Moyen-Orient et Afrique du Nord, dans le Golfe Persique ; ECOWAS, Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

La globalisation a rapproché hommes et femmes, en rendant intolérables les différences et les disparités. La crise financière a été causée par la fraude internationale perpétrée à travers les titrisations (ndlr : transformation d'une dette en titre financier). Cela a fait s’évanouir la confiance qui est à la base des échanges. Elle a montré que même les systèmes économiques des pays riches sont vulnérables face à la dégradation morale, à la spéculation, aux gaspillages.

Le dialogue entre les quatre mondes auxquels on s’est référé, suppose la rencontre de subjectivités différentes et respectées face à une parité d’instruments et d’opportunités entre les peuples, autrement il dissimule une comparaison et un engagement où le plus fort continue de s’imposer en donnant lieu à un colonialisme qui reste même sous un faux nom. Les situations de sous-développement ne sont pas le fruit du hasard ou d’une nécessité historique, mais elles dépendent de la responsabilité humaine.

***3 – Les projets pour affronter les incertitudes et les peurs des jeunes : un nouvel humanisme et le rôle de l’école***

On perçoit qu’en Occident, et surtout en Europe, les jeunes sont exposés à une crise de sens qui, à son tour, dérive d’une crise d’identité menacée par le relativisme des valeurs. Celui-ci en brise la structure jusqu’à la valeur fondamentale de la vie. On assiste à un harcèlement de l’éthique déontologique qui comporte des interdictions et des prix infinis incompatibles avec des marchés complets, tournant à l’avantage d’une éthique conséquentialiste ( ndlr : dans laquelle la valeur d'un acte est fondée sur ses conséquences) où les catégories du bon et du juste sont remplacées par celles de l’avantageux. En Europe on distingue encore deux identités culturelles, l’une méditerranéenne et l’autre nord-européenne, qui inspirent des modèles de vie et de développement différents, car elles se rapportent à des conceptions de rationalités différentes. Ces deux modèles se distinguent, même si c'est d’une façon de plus en plus faible, dans les approches entre le holisme (ndlr : théorie dans laquelle chaque phénomène n'est qu'un élément d'un ensemble) et l’individualisme, dans les objectifs économiques entre développement et croissance, entre bien-être et revenu.

Les jeunes, surtout ceux qui n’ont pas de credo religieux, sont désorientés par un relativisme qui va à l'encontre de l’idéologie qui réduit l’homme à une dimension, relativisme qui prive les ambitions du rêve et la vie de sens et qui peut conduire au nihilisme. La diffusion et l’accroissement de la consommation d’alcool et de drogues chez les jeunes est un symptôme important de fuite de la réalité et de la vie. Même la culture, entendue comme l’ensemble de croyances, traditions, normes sociales, connaissances pratiques, produits, qui sont propres à un peuple dans une période historique donnée, ne s’exempte pas d'un réductionnisme qui tend à ce qu'elle ne soit plus que la garante d’un pur bien-être matériel, d’ailleurs incertain. Dans la société post-moderne, le processus de croissance des jeunes générations est en danger, car la fragmentation du vécu des adultes ne laisse pas entrevoir un horizon où aborder.

*3.1 – Un nouvel humanisme*

L’humanisme a donné lieu à une expérience extraordinaire. Toutefois la modernité suppose que la dignité de l’homme ne dépend plus de sa position dans l’ordre de la création, mais de sa conduite tout au long du temps et de la capacité de se surpasser sans cesse. Cequi le caractérise en propre est le libre-arbitre, la contingence, l’ouverture à toute possibilité de s’autodéterminer et de pouvoir faire toujours autrement. L'allégorie de la modernité dévoile sa propre absurdité en abolissant la distinction entre l'humain et le non-humain en conséquence de quoi elle ne s'autorise pas à proposer un jugement moral en déclarant sa justesse ou sa fausseté. Par rapport à cette exigence, toutes les positions post-modernes sont faibles au moment où elles se résignent au paradoxe, c’est-à-dire à la fin de l’humain. Dans ce contexte, la technologie n’est pas une instance potentiellement destructive, mais, au contraire, elle devient l’inévitable diversité sur laquelle on construit sa propre identité. Cet horizon anthropologique passe sous le nom de post-humanisme, et ses théories peuvent dénaturer totalement l’image de la personne humaine.

Une référence anthropologique fondamentale de la recherche économique néoclassique, qui est redevenue dominante pendant les 40 dernières années, au moins jusqu’à l’éclatement de la crise financière internationale, c’est celui de l’*homo oeconomicus* et de son modèle de rationalité. Au début du XIXème siècle, John Stuart Mill définissait par ce terme le comportement du sujet économique, opposé à celui de l’être humain inséré dans un certain contexte socio-économique. Le comportement de l’*homo oeconomicus*  mime celui de l’*Universal Bogey,* l’ogre universel décrit par Nassau Senior, à la même époque que John Start Mill, qui suit d’une manière absolue le principe du profit économique individuel. Nassau Senior méprise le *Bogey,* préoccupé consciemment du danger de contagion que son exemple représentait pour l’humanité. En effet, cette conception éthico-sociale qui se serait prolongée au long du temps, caractérise réellement et d’une manière croissante nos sociétés. Le *Bogey* n’est plus désormais un objet d’ironie, de raillerie et surtout de mépris, d'autant que, pendant les deux derniers siècles, ses valeurs ont progressivement imprégné la façon de penser et d’agir d’un nombre croissant d’individus, surtout dans les sociétés occidentales sécularisées. Cependant si l’on veut inverser cette tendance, il n’y a aucun sens à l’exécrer : il faut plutôt aider l’individu à réfléchir sur les conséquences antisociales d’une rationalité économique égoïste et illimitée, et le convaincre surtout d'abandonner son modèle anthropologique à travers l’exemple de choix altruistes.

Dans ce contexte on demande à un nouvel humanisme de rendre à l’homme ses dimensions vécues dans la tradition et maintenant sacrifiées à la pensée faible. Dans le monde classique, des germes d’un humanisme qui considère l’homme en tant qu'homme émergent déjà, mais celui-ci est asymétrique et éphémère. En effet il privilégie d’un côté quelques-uns des âges de l’homme, d’un autre côté il est plus attaché au fait d’« y être » qu’au fait d’ « être ». C'est un homme qui existe, mais qui n’«est» pas, qui refuse de chercher des justifications transcendantes à des problèmes tels que le sens de la vie et de la mort. Il existe par hasard dans un monde horizontal marqué par le destin et par l’hétérogénèse des buts, qui le voient vivre et mourir sans poursuivre un but qui ne soit pas subjectif, même s'il est partagé par un segment de la société. Cet homme qui n’accepte pas une théologie de l’existence, ne devrait pas déplorer le manque de sens de sa propre vie, peut-être pas même le ressentir. C’est pourquoi il n’est pas certain qu’il puisse y avoir rencontre de cet homme avec l’ensemble de ceux qui, en estimant vivre une vie pleine de sens, sont enclins à la proposer à l’ensemble de ceux qui vivent différemment.

Une référence importante pour la réflexion sur les opportunités et sur les difficultés d’un retour à l’humanisme chrétien est donnée par *Caritas in Veritate,* qui est une synthèse de la doctrine sociale de l’Eglise. L’encyclique aborde trois questions : l’une principale, l’homme ; deux subordonnées, le milieu et la technique. Il est évident que dans le texte la préoccupation dominante du Pape est la dimension anthropologique, matrice de la question sociale mondiale du développement, et aussi la dimension de l’environnement et de la technique où la liberté d’action ne se conjugue pas souvent avec la responsabilité. Cette dimension anthropologique-là est liée au réductionnisme dérivant de la rupture du lien entre l’économie et les sciences morales qui a vu croitre pendant les deux derniers siècles une discipline scientifique non pas pour l’homme, mais pour l’*homo oeconomicus* dont le comportement est fondé, comme on a dit, sur la thèse de la rationalité et de la maximisation du profit et de l’utilité individuelle. Tout le monde voit, non seulement dans les pays pauvres, mais aussi dans les pays riches touchés par la crise économique mondiale, les conséquences dramatiques de cette perte de vision de l’humanisme intégral ; celle-ci se manifeste même du côté des savoirs au nom des avantages d’une spécialisation disciplinaire, artefact *ad hoc* et donc instrumentale*,* mais non conforme à la vérité, et ainsi elle privilégie une morale égoïste. L’encyclique impute à cette sottise épistémologique la pauvreté de sens et les contradictions des sociétés occidentales individualistes et repues qui ont du mal à reconnaître l’importance fondamentale de quelques biens en soi, tels la relation, la réciprocité, le volontariat entendu comme une vocation personnelle à la gratuité, et en définitive la justice et la paix.

Toutefois, pour définir d’une façon universelle une bonne nature humaine, on a besoin d’une vérité humainement inaccessible, que les hommes peuvent trouver seulement dans un acte de foi, dans une révélation qui puisse orienter leur libre-arbitre. La « famille humaine » unique s'éparpille dans une multiplicité confuse et entropique de sujets sans relation entre eux. Dans l’absolutisme de la technique, il est licite de faire tout ce qu’on peut faire, sans lier le progrès à son évaluation morale et, donc, à sa responsabilité qui est enlevée par le relativisme. Celui qui a perdu sa propre identité dans une recherche des techniques, au point de ne pas se reconnaître, perd inévitablement même la capacité de percevoir l’identité d’autrui. Et la difficulté à reconnaître le visage de l’autre cause la dissolution de notre visage même, car c’est seulement dans la relation et dans la reconnaissance réciproque que les visages prennent leur forme.

*3.2 – L’école pour un nouveau modèle de société*

Le hiatus entre les paroles et les comportements a éloigné les gens de la politique et des institutions, de manière très évidente. Même si ce détachement n’est pas une conséquence de la crise financière et économique qu’on vit encore aujourd’hui, sa dimension, sa durée et la dureté de ses conséquences le soulignent de manière particulière, telles que nous l'a montré l’expérience dramatique de la Grèce. Le problème se pose donc de déterminer un parcours vertueux capable de recomposer la fracture entre les paroles et les faits. De là l’importance de la méthode dans le milieu scolaire-éducatif.

Un modèle que les enseignants connaissent très bien est celui de John Dewey qui fixait les caractères fondamentaux de sa pensée sur l’éducation dans « School and Society » de 1899. C’est une référence fondamentale pour poser les termes d’un dialogue de l’école pour un nouveau modèle de société. Dans ces années-là, Dewey signalait déjà que l’école ne pouvait pas rester étrangère à la profonde transformation de la société ; au contraire elle devait se coordonner intimement au progrès social, changeant radicalement son visage. Le changement de l’école marche parallèlement au changement de la société. Relever les besoins des jeunes, intercepter ce qu’il y a en eux de significatif et d’humain trace la voie à suivre pour donner une forte motivation et repérer des horizons de sens. Les problèmes de la *paideia* se manifestent dans les difficultés de recomposer les raisons et de donner des motivations aux jeunes en les conciliant avec l’exigence d’un savoir capable de donner un sens à la vie, un savoir orienté vers la vérité et donc libre d’instrumentalisations. On demande aussi une formation sérieuse des enseignants afin que, dans leur activité de penser et de transmettre leur propre pensée, ils puissent renouer les contacts avec les réalités externes à l’école.

L’*éducation* est donc l’un des points nodaux de la question anthropologique d’aujourd’hui devant une mentalité positiviste qui refuse la métaphysique et ne s’adresse pas à la personne dans sa totalité, ni, encore moins, ne consent à dialoguer ni à s’ouvrir à un monde culturel plus vaste. On parle partout *d’émergence éducative,* mais par manque de fondements il n’est pas possible de n’introduire à l’école le sens éthique-moral qu'à travers les connaissances. L’école doit devenir une communauté en miniature, se maintenant en contact étroit avec le milieu et avec la réalité sociale du travail. L’objectif est le respect de la dignité de la personne, de chaque personne, mais aussi la sauvegarde de la sensibilité des autres et surtout de l’innocence des enfants et du développement naturel des adolescents : c’est pourquoi il faut exclure toute information gratuite partisane et inadéquate aux besoins cognitifs constatés.

L’école est le lieu privilégié pour la formation de l’homme, mais souvent on a fini par échanger le droit au travail contre le droit à l’instruction. C’est pourquoi, au moins hors de l’enseignement obligatoire, on doit invoquer le retour à la sélection pour conjurer le manque d’engagement et de sens du devoir en pénalisant la paresse et parfois la mauvaise éducation. L’école italienne est faible parce qu’elle donne peu d’espace au mérite et surtout parce qu’elle tient peu compte du monde de la production. Saint Benoît disait « *Ora et labora »,* nous on dirait « *Disce et labora »* (ndlr : apprends et travaille).

***4. Conclusion***

Même dans un monde régionalisé, l'avenir voit les rôles des régions planétaires liés à la dynamique de la population : l’Europe est en déclin à cause de cela aussi, tandis que la population croît dans les pays émergents, plus encore dans les *PVD,* mais aussi aux Etats-Unis. Le contrôle des impacts négatifs sociaux, économiques et ambiants devient de plus en plus difficile pour l’Occident. On est devenu conscient que chaque personne vaut en soi-même et pour soi-même et non seulement pour la fonction qu’elle peut remplir. Toute personne est un but qui a une valeur absolue et non pas un moyen qui tire sa valeur de l’utilité qu’elle peut offrir ; toute personne est absolument unique, une unité de corps et d’esprit qu’on ne peut pas remplacer. On peut donner un classement des savoir-faire, on n'en donne pas des savoir-être.

Cesare Beccaria - un juriste philosophe et économiste de l’époque des Lumières italiennes - affirmait : « Il n’y a pas de liberté chaque fois que les lois permettent que dans quelques évènements l’homme cesse d’être une personne et devient une chose ». C’est pourquoi ce qui est important est de passer d’une perspective « méthodologique » à une perspective « métaphysique » selon l’idée de Benoît XVI.

Comme dans le cas du fils prodigue, la redécouverte d’une direction prometteuse de l’humanisme demande aussi, au-delà de la réflexion, la disponibilité à revenir sur ses pas. A ce propos il est intéressant d’observer qu'aussi bien les *Recherches philosophiques* deLudwigWittgensteinque la *Théorie*  *générale* deJohn Maynard Keynes sont le point d’arrivée du chemin en arrière accompli respectivement par l'un et l'autre entre les deux guerres. Le chemin de Keynes va de l’orthodoxie économique à la « révolution keynesienne », autrement dit, de l’inefficacité à la réévaluation de la politique économique. Le chemin de Wittgenstein, entre le *Tractatus* et les *Recherches philosophiques,* va de la négationde la philosophie et de la métaphysique à leur réévaluation. Dans les œuvres qui témoignent de leur révision de leur théorie par rapport aux contenus de leur synthèse initiale, qu’on retrouve dans leurs premiers écrits, au bout du cycle intellectuel qui précède leur révolution théorique, ils développent, dans la diversité de leurs contextes disciplinaires, une analyse organique basée sur une logique non démonstrative. Il est intéressant aussi de chercher dans le livre de Job une trace de ce modèle de psychologie générale pour présenter une palingénésie (ndlr : reconstitution du monde). Si on penche pour l'absence de ce retour sur ses pas, on fortifie une thèse pessimiste qui voit l’*homo oeconomicus* s’éloigner de plus en plus dans le temps de l’*homme sapiens,* avec quicommence l’Occident. Au contraire, si on repère la présence de ce retour sur ses pas, il est possible de conclure que Job et l’*Universal Bogey* appartiennent, tous les deux, depuis toujours, à l’histoire de l’homme et à l’Occident, et à l’Orient.

La conscience doit trouver un espace dans lequel au-delà des différences physiques, culturelles, religieuses, tous les hommes sont égaux, car ils appartiennent tous au même destin et leur histoire n’est pas une longue marche vers le néant, mais un parcours qui, malgré tout, a un sens et une valeur. C’est un long chemin, mais il vaut la peine de le parcourir, même si on ne voit pas une alternative pour l’obtention d’une justice et d’une paix mondiales.